

"Territoires ruraux et enseignement agricole : des évolutions nécessaires !" **Journée nationale de réflexion du mardi 24 octobre 2006**

L'enseignement agricole doit faire face à de nouveaux enjeux : évolution des métiers, des effectifs, des publics, des missions.

Pour le Sgen-CFDT, la logique strictement comptable de la gestion de l'enseignement agricole ne peut constituer un projet.

Le Sgen-CFDT organise à Paris le mardi 24 octobre 2006 une journée de réflexion pour relancer une innovation pédagogique en panne. Entre groupes de travail et intervenants extérieurs cette journée permettra de faire avancer notre projet d'évolution des systèmes de formation agricole. Cette journée de réflexion s'articulera autour de deux temps forts : le matin, réflexion sur la thématique "Territoires ruraux, nouveaux enjeux, nouveaux métiers". L'après midi les participants tireront un bilan de l'innovation pédagogique dans l'enseignement agricole pour enrichir les propositions du Sgen-CFDT.

Table ronde 1 : «Territoires ruraux, nouveaux enjeux, nouveaux métiers»

Intervenant : François Léger, directeur de l'unité mixte de recherche INAPG-INRA, systèmes agraires et du développement «activités, produits, territoires»

Constats

Les territoires ruraux évoluent, l'impact de l'évolution de la PAC constitue un des facteurs d'évolution mais pas le seul. On assiste dans les zones péri-urbaines à ce que l'on pourrait qualifier d'exode urbain et la transformation de ces territoires « rurbains » entraîne de nouvelles demandes et de nouvelles pratiques, de services, de loisirs, de gestion de l'espace, de citoyenneté.

Les agriculteurs ne sont plus majoritaires dans certaines zones rurales. Leur nombre comme celui des exploitations agricoles baisse inexorablement, alors que parallèlement de nouveaux métiers émergent et que le salariat agricole semble trouver un nouvel élan. De plus l'arrivée de nouveaux ruraux entraîne une modification du profil socioprofessionnel des populations et génère de nouveaux besoins.

Dans l'enseignement agricole les futurs agriculteurs ne représentent plus qu'environ 20% des effectifs scolarisés. Pourtant le système continue à baser son approche sur le modèle du chef d'exploitation alors que les autres filières sont loin d'occuper au sein de l'enseignement agricole la part qui est la leur dans le tissu économique.

Problématique

Les territoires ruraux au sein desquels sont implantés la plupart des établissements d'enseignement agricole, et dont est encore issue une grande majorité des élèves, sont l'objet de nouveaux enjeux politiques, administratifs, économiques, culturels, sociaux et de citoyenneté.

Comment anticiper les évolutions des territoires à la lumière des enjeux qui auront été diagnostiqués ?

Quel devenir pour le métier d'agriculteur ? Quelles sont les incidences de l'arrivée de nouveaux ruraux sur l'évolution des offres de service, ou sur les métiers qui traditionnellement n'existaient pas dans les zones rurales ? La formation de ces nouveaux futurs acteurs ou la redéfinition de certains métiers au regard de ces évolutions est-elle correctement prise en charge par les appareils de formation ?

L'évolution des territoires ruraux peut-elle d'ailleurs nourrir l'offre de formation ? Quel rôle l'enseignement agricole est-il en capacité de jouer pour anticiper ces évolutions ? Quels impacts les découpages administratifs (notamment la région, les nouvelles intercommunalités, les pays) auront-ils sur l'offre de formation ?

Table ronde 2 : «L'innovation pédagogique dans l'enseignement agricole : 20 ans après, où en est l'innovation dans l'enseignant agricole ? Bilan et prospective»

Intervenant : Edgar Leblanc, ancien sous-directeur de la DGER

Constat

L'enseignement agricole a su construire des pédagogies innovantes, notamment avec la rénovation de 1985 qui est maintenant bien ancrée dans le paysage. L'écriture modulaire des référentiels et le contrôle continu en cours de formation ne sont pas remis en cause. Pourtant certaines équipes pédagogiques sont aujourd'hui désabusées. Les mesures de restriction budgétaire que nous connaissons ces dernières années et la logique comptable appliquée de manière systématique par l'administration mettent à mal le fonctionnement pédagogique sur le terrain. On privilégie le strict face à face élèves avec de moins en moins de dédoublements obligatoires ou appliqués et des horaires de plus en plus restreints. La souplesse nécessaire qui a permis la spécificité de notre enseignement tend à disparaître. On suit à la lettre les référentiels pour les enseignements obligatoires mais en garde-t-on l'esprit ?

Avec l'actuelle baisse démographique et la stagnation de nos recrutements, nous accueillons de plus en plus d'élèves en décrochage scolaire sans que rien ne soit mis en place pour pallier leurs difficultés. Pourtant les enjeux économiques et sociétaux de nos formations sont de plus en plus complexes à appréhender.

L'innovation pédagogique s'est nourrie de la réflexion des militants du Sgen-CFDT. La rigueur budgétaire menée depuis quatre ans a tendance à bloquer les ambitions réformatrices. Il ne s'agit pas seulement de maintenir notre système d'enseignement mais de continuer à inventer des projets.

Problématique

Comment impulser une politique d'innovation pédagogique dans le contexte politique actuel de restriction ? Quels projets pour relancer l'innovation ? Avec quels appuis institutionnels ? Quelle place l'expérimentation pédagogique a-t-elle aujourd'hui ?

Quelle pédagogie pour les élèves en décrochage scolaire ? Quelle formation des enseignants pour y répondre ? Et quelles réponses particulières peut-on donner aux débats actuels sur l'égalité sociale ?

Dans le contexte contraint que subit l'enseignement agricole, quel est le devenir de la pluridisciplinarité et du travail en équipe ? Comment articuler le travail des équipes pédagogiques formalisé au sein du projet d'établissement avec le maintien nécessaire d'un pilotage national de l'enseignement agricole ? Quelle part d'autonomie laissée à l'établissement pour s'adapter à son territoire ?